Volume 20 Issue 44
Originally issued as E7



Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E
Economics
Volume 20 Issue 7 Version 1.0 Year 2020
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals
Online ISSN: 2249-460x & Print ISSN: 0975-587X

Facteurs Institutionnels Et Attractivité Des Investissements Directs Étrangers En Afrique Subsaharienne: Une Approche En Panel Dynamique

By Mohamadou Oumarou & Oumarou Sali
Université de Maroua

Abstract- The overall objective of this study is to assess the effects of institutional factors on the attractiveness of foreign direct investment (FDI) in sub-Saharan African economies (SSA). To achieve this goal, we use five (05) institutional quality indicators. A dynamic model in panel data is specified and estimates are made by the System of Generalized Moments (MMG) method in the period 2007-2017. The main results obtained show that: (i) the quality of certain institutions (the quality of country policies, the quality of regulation and the rule of law) conditions the level of deepening of the FD and its capacity to make a significant contribution to growth; (ii) We also show that the low quality of regulation and the rule of low as well the uncertainty linked to the political stability of some countries of SSA hinder the entry of FDI in this region; (iii) To contribute to the emergence of more productive and attractive economic systems, the study supports the idea of promoting a legal and regulatory framework providing more guarantees, democracy and restoring political stability.

Keywords: institutional factors, FDI, GMM in system, sub-saharan africa.

GJHSS-E Classification: JEL Code: JC23, G20, O55, P40



Strictly as per the compliance and regulations of:



© 2020. Mohamadou Oumarou & Oumarou Sali. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Facteurs Institutionnels Et Attractivité Des Investissements Directs Étrangers En Afrique Subsaharienne: Une Approche En Panel Dynamique

Mohamadou Oumarou [α] & Oumarou Sali [σ]

Résumé- L'objectif général de cette étude est d'évaluer les effets des facteurs institutionnels sur l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique subsaharienne (ASS). Afin d'atteindre cet objectif, nous utilisons cinq(05) indicateurs de la qualité des institutions. Un modèle dynamique en données de panel est spécifié et les estimations sont réalisées par la Méthode des Moments Généralisés (MMG) en système en deux étapes sur la période 2007-2017. Les principaux résultats obtenus montrent que : (i) la qualité de certaines institutions (la qualité des politiques des pays, la qualité de la régulation et la règle de droit) conditionne le niveau d'attractivité des IDE et sa capacité à contribuer significativement à la croissance économique; (ii) Nous montrons également que la faible qualité de la régulation et de la règle de droit ainsi que l'incertitude liée à la stabilité politique de certains pays d'ASS entrave l'entrée des IDE dans cette région; (iii) Pour contribuer à l'émergence des systèmes économiques plus productive et plus attractifs, l'étude soutient l'idée de promouvoir un cadre juridique et réglementaire offrant plus de garanties, la démocratie et rétablir la stabilité politique.

Mots clés: facteurs institutionnels, IDE, MMG en système, afrique subsaharienne.

Abstract- The overall objective of this study is to assess the effects of institutional factors on the attractiveness of foreign direct investment (FDI) in sub-Saharan African economies (SSA). To achieve this goal, we use five (05) institutional quality indicators. A dynamic model in panel data is specified and estimates are made by the System of Generalized Moments (MMG) method in the period 2007-2017. The main results obtained show that: (i) the quality of certain institutions (the quality of country policies, the quality of regulation and the rule of law) conditions the level of deepening of the FD and its capacity to make a significant contribution to growth; (ii) We also show that the low quality of regulation and the rule of low as well the uncertainty linked to the political stability of some countries of SSA hinder the entry of FDI in this region; (iii) To contribute to the emergence of more productive and attractive economic systems, the study supports the idea of promoting a legal and regulatory framework providing more guarantees, democracy and restoring political stability.

Keywords: institutional factors, FDI, GMM in system, sub-saharan africa.

I. Introduction

Depuis les années 70, on constate que les performances économiques des pays d'Afrique subsaharienne (ASS)[1] ont été mauvaises par rapport à celles des autres pays en voie de développement (PVD).[2] De 1968 à 1997, le taux de croissance moyen du PIB par tête des pays africains est de -0,5% contre 1,67% pour les autres PVD4. La situation économique des pays africains continue à se détériorer, on parle alors dans la littérature économique de la tragédie africaine ou de marginalisation de l'Afrique. De nombreux travaux de recherches ont tenté d'identifier les facteurs explicatifs de la faible croissance en Afrique (Easterly et Levine, 1997 ; Collier et Guning, 1999 ; Block, 2001). Les auteurs n'excluent pas d'expliquer cette situation par l'insuffisance de ressources nécessaires au financement des investissements capables d'améliorer leurs performances économiques .C'est ainsi qu'il s'avère indispensable pour ces pays, de développer leurs systèmes financiers et de mettre en place des politiques nécessaires à l'attractivité des flux des capitaux étrangers.

Dans un contexte plus large de globalisation, l'économie a connu une progression rapide du commerce international et des flux des capitaux. L'un des aspects par lequel se manifeste cette internationalisation est la mobilité internationale des firmes et l'expansion des IDE[3]. Tous les pays en voie de

Author α: Doctorant, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Université de Maroua, B.P 46 Maroua-Cameroun.
e-mail: cazanier95@gmail.fr
Author σ: Doctorant, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Université de Yaoundé II, B.P 1365 Yaoundé-Cameroun.

[1] Afrique subsaharienne (Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Centrafrique, Congo, RDC, Cote d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo, Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Maurice, Kenya, Madagascar, Ouganda, Réunion, Seychelles, Somalie, Soudan, Tanzanie, Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe) *«World Development Indicator»*

[2] Taux de croissance calculés sur un échantillon de 25 pays africains et de 39 autres pays en développement. Les données sont issues de la world development indicators.

[3] 5 La notion d'IDE n'est pas récente. Selon (Zorila, 2007), elle remonte au Moyen-Âge. Précisément, en 1148, les marchands vénitiens purent s'établir dans un quartier réservé de Constantinople, cédé par l'empereur Manuel Ier Comnène. L'extension de ce concept à travers le monde a évolué avec le temps. Toutefois, au 19ème siècle le phénomène s'est propagé d'abord en Europe, aux États-Unis et au Japon. Chronologiquement, les contextes économiques qui ont

© 2020 Global Journals

développement (PVD) se font aujourd'hui une concurrence acharnée en vue d'attirer les IDE. D'une manière générale, le Fonds Monétaire International (FMI)[4] définit les investissements étrangers comme différentes opérations financières destinées à agir sur la marche et la gestion d'entreprises implantées dans un pays différent de celui de la maison mère. Plus spécifiquement, l'IDE désigne l'opération effectuée par un investisseur non-résident afin d'acquérir ou d'accroître un intérêt durable dans une entité résidente et de détenir une influence dans sa gestion. Par convention un IDE est réalisé dès lorsqu'un investisseur acquiert au moins 10% du capital social de l'entreprise investie. Les données du Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement CNUCED (2013) pour la période allant de 1985 à 2012, fournissent une répartition inégalitaire des IDE. Il ressort d'une part que les économies développées sont les meilleures destinations des IDE dans le monde. Soit une moyenne de 59,32% de flux mondiaux, suivies des économies en développement avec une moyenne de 36,51% en suite viennent les économies en transition avec une moyenne de 4,16% de flux mondiaux. La dernière place du classement est occupée par les économies africaines avec une moyenne de 2,9% des IDE mondiaux. D'autre part l'ASS n'attire en moyenne que 1,95% des IDE mondiaux.

La répartition régionale des IDE en Afrique montre que la région d'Afrique Occidentale occupe le premier rang avec une moyenne de 0,75% des IDE mondiaux, suivie par la région d'Afrique Australe avec une moyenne de 0,42%, puis 0,40% des IDE se dirigent vers l'Afrique Orientale et 0, 37% se destinent pour l'Afrique centrale. Cette évolution des IDE dans le monde laisse entrevoir que l'ASS est la région la moins attractive dans le monde en terme des IDE. Certes, beaucoup de travaux empiriques ont traité la relation entre les facteurs institutionnels[5] et l'attractivité des IDE, mais peu d'entre eux se sont intéressés exclusivement aux pays d'ASS, engagés dans un chantier de réformes depuis le début des années quatre-vingt.

La problématique institutionnelle possède une pertinence indéniable dans la mesure où le paradigme du développement dominant jusqu'au début des années 1990 n'arrive pas à expliquer l'échec des politiques de développement tirées de son corpus théorique. En explorant cette nouvelle voie de recherche, il devient possible d'expliquer presqu'intégralement les échecs des pays en développement. Un environnement institutionnel adéquat contribuerait à attirer les IDE. Au contraire, un système institutionnel déficient introduit des distorsions dans le fonctionnement des marches et pénalise les investissements étrangers. *L'hypothèse de base qui se dégage de ce raisonnement est que les IDE sont attirés lorsque le système économique est ancré dans une structure légale et institutionnelle saine, crédible et adéquate.* S'appuyant sur cette hypothèse, la présente étude analyse le lien entre la qualité des institutions et l'attractivité des IDE en ASS.

Selon la théorie néoclassique, en présence d'une libre concurrence sur le marché des capitaux et du fait des rendements décroissants du capital, les capitaux devraient quitter les pays les plus dotés en capitaux (les pays développés) pour les pays les moins dotés (les pays en développement) dans le but d'égaliser les rendements marginaux du capital. Dans la réalité, cette prédiction théorique n'est pas observée (le paradoxe de Lucas). En effet, de la littérature traitant de l'attractivité d'IDE ressortent trois remarques. D'abord, la plus part des travaux se sont focalisés davantage sur l'influence des variables industriels (coûts de transport, coûts d'implantation, coûts salariaux, avantages technologiques, agglomérations d'activités…), commerciaux (taille du marché, proximité de la demande, barrières à l'échange) et les politiques d'attractivité tels que la politique fiscale ou commerciale, les dispositions législatives en matière de rapatriement des capitaux ou de mouvement de capitaux, les risque pays, l'appartenance à une zone d'intégration. Ils se sont peu intéressés à une dimension institutionnelle. Ensuite, certains auteurs comme Rodrik (2005), souligne que les institutions économiques sont la principale source de prospérité économique entre les pays. Entre autres choses, les institutions économiques ont une influence décisive sur les investissements en capital physique et humain. La création et l'exécution de ces institutions économiques sont façonnées par la mise en place des institutions politiques. . Aussi, pour que les pays d'Afrique subsaharienne tirent profit de l'ouverture commerciale les gouvernements doivent d'abord renforcer leurs institutions (Doan et al. 2019;

marqué l'évolution des IDE peuvent être délimités à quatre périodes : la stagnation des flux d'IDE (1870-1945), le scepticisme vis à vis des IDE couplé à l'émergence des institutions internationales (1950-1960), la libéralisation des IDE avec l'entame par le FMI de la mise en oeuvre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Et des conditionnalités (1980-2000) et la concurrence accrue des IDE (2000 à nos jours) Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED, 2013).

[4] Fond Monétaire International; est une institution internationale regroupant 189 pays, dont le but est de « promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique… »

[5] Selon North (1990), les facteurs institutionnels désignent l'ensemble des règles formelles (constitution, lois et règlements, système politique, droit de propriété, etc.) et informelles (systèmes de valeurs et croyances, coutumes, représentations, normes sociales, etc.) qui régissent les comportements des individus et des organisations (c'est-à-dire des entités regroupant des individus qui poursuivent des buts communs tels que les syndicats, les entreprises, etc.)

© 2020 Global Journals

Akpan et Atan, 2016). Dans ces conditions, les institutions sont jugées importantes et jouent un rôle majeur dans les flux mondiaux du commerce et des investissements directs étrangers. La problématique institutionnelle possède une pertinence indéniable dans la mesure où le paradigme du développement dominant jusqu'au début des années 90 n'arrive pas à expliquer l'échec des politiques de développement tirées de son corpus théorique. Enfin, la plus part de ces travaux ont été effectués dans des échantillons composites intégrant à la fois les pays développés et les pays en développement. Au su de nos connaissances, l'effet de la qualité des institutions sur les IDE semble n'avoir pas été abordé en ASS. Ces constats laissent présumer que les institutions influent l'attractivité des IDE. Ce qui nous conduit à formuler la principale question de recherche comme suit: *Quels sont les effets des facteurs institutionnels sur l'attractivité des IDE en Afrique subsaharienne?*

Les questions subsidiaires qui se dégagent de cette question principale sont les suivantes:

- L'état des institutions des pays d'ASS constitue-t-il un obstacle à l'essor de l'attractivité des IDE?
- Quels sont les aspects des institutions qui semblent les plus importants pour attirer les investisseurs étrangers?

Par conséquent, cette étude se donne pour objectif principal d'évaluer empiriquement les effets des facteurs institutionnels sur l'attractivité des IDE en ASS. Plus spécifiquement, il s'agit:

- d'une part, de montrer que l'attractivité des IDE est contraint par les variables institutionnelles;
- et d'autre part, de montrer que certaines institutions sont plus importantes que d'autres dans l'attractivité des IDE.

Cette problématique revêt un intérêt à trois niveaux :

Sur le plan théorique, la problématique institutionnelle et de IDE a suscité beaucoup d'intérêt dans la littérature économique. Cependant, très peu d'études ont pris en compte les institutions dans l'explication de l'attractivité des IDE, surtout pour les pays de l'Afrique. A notre connaissance, cette problématique n'a fait l'objet d'aucune recherche antérieure pour les pays d'ASS. Les variables institutionnelles ont été en grande partie ignorées dans l'explication des résultats macroéconomiques de ces pays. Cette étude contribue à la littérature traitant des déterminants du financement externe des économies. En effet, il convient de voir dans quelle mesure l'environnement institutionnel des pays d'ASS influence l'attractivité des IDE.

Sur le plan empirique, il s'agit d'expliciter la problématique des déterminants du financement externe des économies des pays d'ASS. A la différence des travaux antérieurs, cette étude utilise des spécifications qui tiennent compte des données de panels dont l'usage présente principalement deux avantages (Sevestre, 2002; Wooldridge, 2002). D'une part, elles permettent de retracer la dynamique des comportements et leur éventuelle hétérogénéité. D'autre part, elles réduisent le risque de colinéarité entre les variables explicatives, puisque celles-ci sont exprimées en deux dimensions. Par ailleurs nous utilisons la méthode des moments généralisées en système (GMM)[6] qui offre l'avantage de de résoudre le problème de biais de simultanéité, de causalité inverse et des variables omises.

Sur le plan opérationnel, cette étude apparaît opportune pour les autorités, d'autant plus que les effets de la qualité des institutions sur les IDE se révèlent des éléments additionnels de gestion ayant des implications importantes sur la formulation des politiques économiques.

La suite de l'étude est organisée de la façon suivante. La Section 2 présente une revue de la littérature académique sur les relations entre institutions et IDE. La Section 3 présente la méthodologie et les variables utilisées pour conduire l'étude. Les résultats des estimations sont analyses dans la Section 4. L'étude se termine par une conclusion qui fait ressortir les principaux résultats et les recommandations de politiques économiques.

II. Revue de la Litterature

Cette section revisite la littérature théorique et empirique sur le lien entre les institutions l'attractivité des IDE. Dans une première sous-section, nous examinons l'analyse théorique. Dans une deuxième sous-section, nous abordons les contributions empiriques sur le lien entre les IDE et les institutions.

a) Les évidences théoriques

Des nombreux organismes de développement, tels que l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE, 2002), le CNUCED (1999), la Banque mondiale (1999) considèrent les IDE comme l'un des outils les plus efficaces dans la lutte mondiale contre la pauvreté et donc encouragent activement les pays pauvres à adopter des politiques qui permettront d'améliorer leur attractivité des flux de capitaux étrangers. Le rôle des IDE dans la croissance économique a été largement abordé dans la littérature qui montre leurs effets positifs sur le développement (Büthe et Milner, 2008). Ces IDE engendrent également un transfert de technologies intangibles aux régions d'accueil et entrainent des effets

[6] Blundell et Bond (1998) montrent que l'estimation en deux étapes (autorise la prise en compte de l'hétéroscedasticité, de l'autocorrélation des termes d'erreur et les biais de simultanéité et d'erreur de mesures) est plus efficiente que l'approche en une étape à cause de la robustesse de la matrice de variance covariance.

© 2020 Global Journals

de propagation des technologies et des connaissances nouvelles (Medvedev, 2012).

Malgré l'unanimité quant à leurs effets bénéfiques pour les pays d'accueil, il n'existe pas un cadre théorique unifié permettant de comprendre les principaux déterminants des investissements directs étrangers dans un pays. Sur les plans théorique et empirique, il est admis que les IDE sont un catalyseur du développement économique, notamment via leur contribution à la création de richesse. Ils participent notamment à la croissance de l'investissement prive dans le pays d'accueil (Borensztein, Gregorio et Lee, 1998; Bosworth et Collins, 1999). Ils favorisent par ailleurs le transfert de technologies, contribuent à la formation et l'amélioration du capital humain et concourent au développement des entreprises dans un environnement concurrentiel, notamment à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production. Ainsi, le développement des IDE entraine une intégration plus poussée des pays aux échanges internationaux, et devrait avoir pour effet de faciliter l'accès des pays en développement aux marches internationaux (Mucchielli, 2002).

En outre, les IDE sont la composante la plus stable de tous les flux de capitaux etrangers1, car, à la différence des autres flux de capitaux privés, ils sont principalement motivés par la perspective de profits à long terme. Cette stabilité contribue significativement à la prévention des crises financières, au regard de la forte volatilité des autres types de flux d'investissement. Ainsi, lors de la crise asiatique de 1997, les flux d'IDE restaient constants, alors que les investissements de portefeuille ont chuté de 17 milliards de dollars en 1996 à 5 milliards en 1998[7]. Les IDE représentent de ce fait un facteur important de stabilité et permettent aux Etats de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'endettement extérieur, en présentant une alternative de financement.

b) Les contributions empiriques

Les contributions empiriques pionnières sur l'attractivité des IDE remontent aux travaux de Robinson (1961) et de Behrman (1962) dans le cadre des pays développés, à travers l'identification d'abord des facteurs économiques explicatifs comme la taille et la dynamique du marché, la disponibilité des matières premières, la main-d'oeuvre, les faibles coûts de production, les incitations financières, le climat d'investissement, les barrières commerciales. Brossard (1997) identifie au rang des facteurs explicatifs des IDE, la stabilité des taux de change réels ou la stabilité politique. Par la suite, les investigations économétriques ont porté sur les modèles de gravité, en soulignant que pour attirer les IDE, un pays d'accueil devrait garantir un environnement économique favorable. Dès 1970, les facteurs politiques (comme le taux d'inflation, la stabilité politique, le capital humain, les incitations à l'investissement) généralement confondus aux facteurs économiques ont été ensuite identifiés comme déterminants des IDE.

Les travaux empiriques laissent penser globalement que des institutions de bonne qualité sont des facteurs d'attrait des IDE. Wang et Swain (1995) trouvent une corrélation négative entre les flux d'IDE et l'instabilité politique : l'instabilité politique, la corruption, la non-transparence institutionnelle, le paiement ou la modification de la dette souveraine, les guerres et autres coups d'Etat sont des situations qui nuisent à l'environnement des affaires et par conséquent réduisent les entrées d'IDE.

Dans la pratique, de nombreux travaux empiriques mettent l'accent sur le climat d'investissement comme facteur déterminant des IDE. Les travaux économétriques en données de panel avec effets fixes menés par Sekkat et Véganzonès-Varoudakis (2005) montrent que les réformes qui portent sur la libéralisation du commerce et du taux de change ainsi que le climat d'investissement (politique et économique) sont les facteurs déterminants de l'attractivité des IDE. Ensuite, ils mettent l'accent sur le risque pays[8]10 dans la décision d'implantation des firmes multinationales (FMN)[9]11 dans les PVD.

[7] A la lecture de la composition des flux d'IDE dans les années 1990, il convient de remarquer que les flux les plus résistants aux différentes crises financières étaient les flux d'IDE. Le taux de croissance moyen annuel des IDE durant les années 1990 était de 21%, alors que celui des investissements de portefeuille était de7%, et de -31% pour les autres investissements (en général, les flux de capitaux à court terme). Les flux d'IDE ont montré une tendance continue de croissance en termes absolus et relatifs, devenant ainsi la composante la plus stable des flux de capitaux dans les années 1990.

[8] Le risque politique est définit comme la probabilité que les décisions événements politiques affectent la vie économique d'une manière négative pour que les investisseurs étrangers perdent contrôle sur leurs investissements (Akoli et *al*, 2005). De manière plus large, le risque politique prend en considération les décisions politiques allant de l'interdiction ou la limitation de transfert de fonds, la limitation des transactions, la confiscation d'actifs étrangers, aux violences à fond politique comme le terrorisme, la guérilla ou les conflits armés.

[9] Michalet (1985) définit la FMN comme étant « une entreprise (ou un groupe), le plus souvent de grande taille, qui, à partir d'une base nationale, a implanté à l'étranger plusieurs filiales dans plusieurs pays, avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle mondiale »

© 2020 Global Journals

Esso (2005), dans une étude sur la Côte d'Ivoire a trouvé que le degré des libertés civiles et des droits politiques ont des effets positifs et statistiquement significatifs sur les flux d'IDE entrants. Ainsi, Butkiewicz et Yanikkaya (2006) tentent d'expliquer la répartition inégale des IDE dans les PVD par le risque pays.

Michalet (1997) soutient quant à lui que lorsque l'environnement légal et réglementaire est sans cesse modifié de manière arbitraire, et qu'il n'existe pas de juridictions capables d'en assurer le respect, les firmes sont amenées à limiter voire à suspendre leurs engagements financiers. Benassy-Quéré et al., (2007) tentent d'évaluer économétriquement le rôle de la qualité des institutions basée sur un bon système fiscal, la transparence, du respect de droit des contrats, l'assurance de la sécurité des droits de propriété, sur l'efficacité de la justice et la surveillance prudentielle accroit les flux d'IDE.

Mouna et Mondher (2015) aboutissent aux mêmes résultats que (Lucas, 1993 ; Asiedu, 2002; Alfaro et al., 2003) selon lesquels les pays ayant des institutions de bonne qualité bénéficient plus de l'entrée des IDE que ceux de qualité institutionnelle pauvre. Les travaux de Nsiah et Wu (2014) s'inscrivent dans la même logique. Ils estiment que les droits politiques et la primauté du droit sont des facteurs majeurs pour l'entrée des IDE dans les pays africains. Aussi, John et Nadege (2015) montrent que l'instabilité politique a un impact négatif sur les flux d'IDE dans les pays d'Afrique de l'ouest. De tels résultats ont été aussi trouvés par (Anupam et Srinivasan, 2002) sur un échantillon de pays d'Afrique subsaharienne. Gouenet (2016) Prolonge la réflexion sur les déterminants majeurs de la qualité et de la quantité des IDE en destination d'un pays, aboutit à la conclusion que le risque d'instabilité sociopolitique crée un environnement défavorable et représente alors un facteur de risque pour l'investissement privé en général et pour l'IDE en particulier.

III. Methodologie

Nous présentons en premier lieu la justification et l'importance du choix de la méthodologie, par la suite nous présentons la spécification du modèle qui nous permettra d'analyser l'impact des facteurs institutionnels sur l'attractivité des IDE. En troisième lieu, nous décrivons la méthode d'estimation utilisée pour estimer les modèles spécifiés. En quatrième lieu, nous précisons les variables de l'étude et les sources des données.

a) Justification et importance du choix de la méthodologie

Easterly et Montiel (2005) ont montré que les spécifications dynamiques sur données de panel et la méthode GMM en système permettent d'obtenir de meilleurs résultats quand on analyse l'effet d'une politique donnée sur la croissance économique. Par ailleurs, comme chez Duesenberry[10] (1949) et chez Brown (1952)[11], l'explication de la situation d'une économie est plus importante lorsqu'on tient compte des évènements antérieurs.

Depuis le début des années soixante-dix, les modèles combinant des données en coupe instantanée et chronologique, appelés «modèles de panel», sont devenus très repandus et ont engendré un renouveau dans l'analyse économique. Les données de panel offrent plusieurs avantages quant à leurs utilisations:

Premièrement, la prise en compte de l'hétérogénéité inobservée. En effet, les données de panel (ou données longitudinales) sont représentatives d'une double dimension qui est l'une de ses caractéristiques fondamentales. Cette double dimension, généralement individuelle et temporelle permet d'étudier simultanément la dynamique et l'hétérogénéité des comportements des agents (Araujo et al, 2004). La double dimension permet également une interprétation plus fine des résultats. De même, La prise en compte de la dimension individuelle et temporelle permet de faire ressortir des caractéristiques intéressantes qui n'auraient pas pu être distinguées faute de suffisamment d'observations. Un échantillon en données de panel pourrait également être susceptible de nous aider à nous prononcer quant à la stabilité de la relation dans sa double dimension spatiale et temporelle.

Deuxièmement, l'augmentation de la taille de l'échantillon. En effet, un autre avantage des données de panel concerne le nombre de données. En effet, l'utilisation d'un grand nombre de données augmente le nombre de degré de liberté et réduit la colinéarité entre les variables explicatives; ce qui permet ainsi une amélioration des estimations et des tests économétriques. Selon Baltagi (2005), les données de panel acceptent des constructions compliquées pour leurs modèles et pour leurs tests par rapport aux coupes instantanées[12] (transversales) et aux séries temporelles[13] (par exemple, l'efficacité technique des modèles est mieux enseignée par les données de panel). En bref donc, l'échantillon de données de panel par rapport à une coupe transversale est qu'il permet aux chercheurs d'étudier les différences dans les comportements entre individus.

Pour une plus grande robustesse de nos résultats, nous nous distinguons des travaux que nous

[10] En effet cet auteur montre qu'à travers l «'effet de crémaillère» la consommation d'un agent économique est davantage fonction du revenu antérieur le plus élevé que le revenu de la période.

[11] Selon Brown (1952), le niveau de consommation d'un agent à la période t dépend, non seulement de son niveau de la période t, mais également de sa consommation à la période antérieure (t-1).

[12] Les coupes transversales (instantanées) sont des variables observées au même instant du temps et qui concernent un groupe spécifique d'individus.

[13] Les séries chronologiques, chroniques, ou temporelles sont des variables observées à des intervalles de temps réguliers.

© 2020 Global Journals

avons présentés dans la revue de la littérature sur les techniques économétriques utilisées. En effet, pour estimer notre modèle dynamique en données de panel, s'inspirant des écrits de Roodman (2009), nous allons faire appel à la méthode de moments généralisés (GMM) en système proposée par Blundell et Bond (1998). Cette méthode a été à l'origine développée par Holt-Eakin et al. (1988) et Arellano et Bond (1991). Selon Kpador (2007), il existe deux variantes d'estimateurs GMM: l'estimateur en différence première et l'estimateur GMM en système.

b) Specification des modèles

Dans le cadre de cette étude, s'inspirant des écrits sur les modèles économétriques, nous adoptons le modèle dynamique conformément aux études récentes de Jamilah et al. (2018), Ekodo et Ngomsi (2017). Nous avons l'équation (1) suivante:

$$\Delta \log(IDE_{i,t}) = \alpha_0 + \beta_1 \log(IDE_{i,t-1}) + \beta_2 \log(Ins_{i,t}) + \beta_3 \log(Educ_{i,t}) + \beta_4 \log(Ouv_{i,t}) + \beta_5 \log(PIB_{i,t}) + \Sigma_{i,t} \quad (1)$$

Dans cette spécification, $\Delta \log(IDE_{i,t})$ est le du taux de croissance des IDE qui dépend du logarithme de sa valeur passée $\log(IDE_{i,t-1})$ qui permet de vérifier l'hypothèse de la théorie de la convergence du modèle. Les IDE dépendent non seulement de la qualité des institutions $\log(Ins_{i,t})$, mais aussi de l'ouverture commerciale $\log(Ouv_{i,t})$, de l'éducation $\log(Educ_{i,t})$ de la croissance économique $\log(PIB_{i,t})$ et enfin du terme $\Sigma_{i,t}=\eta_i+\lambda_t+\upsilon_{i,t}$. Ce dernier comporte des composantes inobservables telles qu'un composant spécifique pays (η_i), une composante spécifiques temporelle (λ_t) et du terme résiduel ($\upsilon_{i,t}$). *i* et *t* représentent respectivement les pays et les périodes.

$$\log(IDE_{i,t}) = \alpha_0 + (1+\beta_1)\log(IDE_{i,t-1}) + \beta_2 \log(Ins_{i,t}) + \beta_3 \log(Educ_{i,t}) + \beta_4 \log(Ouv_{i,t}) + \beta_5 \log(PIB_{i,t}) + \eta_i + \lambda_t + \nu_{it} \quad (2)$$

On peut simplifier (2) de la façon suivante :

$$IDE_{i,t} - IDE_{i,t-1} = \beta_1 IDE_{i,t-1} + \beta_2 Ins_{i,t} + \vec{\beta}_2' CV_{i,t} + \eta_i + \lambda_t + \nu_{i,t} \quad (3)$$

Où $IDE_{i,t}$ et $IDE_{i,t-1}$ représentent respectivement le logarithme des IDE et le logarithme des IDE retardé d'une période; $CV_{i,t}$ est le vecteur des variables explicatives; $Ins_{i,t}$ est la variable représentant les facteurs institutionnels; η_i et λ_t désignent respectivement les effets spécifiques individuels et temporels non observés; $\nu_{i,t}$ est le terme d'erreur; *i* et *t* représentent respectivement les pays et les périodes; β_1 et β_2 sont des paramètres à estimer; β_2' est la transposé d'un vecteur de paramètre à estimer. Avec $i=1,,,.N$ et $t=1,,,.T$

L'hypothèse de convergence entre les économies étudiées suggère que le coefficient (β_1) de $\log(IDE_{i,t-1})$ soit négatif et significatif dans le modèle augmentée, c'est à dire . $0 \prec 1+\beta_1 \prec 1$.

c) Méthode d'estimation

Afin de tirer avantage des données de panel, trois spécifications permettant de rendre compte des disparités individuelles des comportements sont généralement utilisées: le modèle à erreurs composées, le modèle à effets fixes et le modèles à coefficients aléatoires. Le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires prennent en compte les hétérogénéités des données bien que les hypothèses sur les effets spécifiques diffèrent d'un modèle à l'autre. Précisément, le modèle à effets fixes considère que les effets spécifiques sont corrélés aux variables explicatives alors que dans le modèle à effets aléatoires, les effets spécifiques sont orthogonaux aux variables explicatives. De plus, le modèle à effets aléatoires suppose l'hétérogénéité de tous les coefficients et des effets individuels aléatoires (Mundalk, 1978), alors que le modèle à effets fixes autorise l'endogéneité des coefficients et des effets individuels (Baltagi et al. 2003). Le problème commun dans les spécifications dynamiques investiguant les effets des institutions sur les IDE concerne l'endogéneité de la variable dépendante retardée c'est-à-dire la corrélation entre la variable dépendante retardée et le terme d'erreur. Pour solutionner le problème d'endogéneité, de contrôler davantage les effets individuels et temporels, d'apporter les solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité bidirectionnelle et des variables omises, nous faisons recours à la Méthode des Moments Généralisés appliquée à un modèle de panel dynamique. Cette technique économétrique solutionne l'endogéneité causée par la présence d'une variable endogène retardée[14] comme variable explicative, des variables explicatives d'intérêt et des autres variables explicatives susceptibles d'être endogènes à condition d'utiliser un nombre adéquat de variables retardées comme instruments.

[14] A cause de la présence de l'endogène retardée, l'utilisation des techniques standard comme les MCO procure des estimateurs biaisés.

© 2020 Global Journals

Arellano et Bond (1991), Arellano et Bover (1995) ont introduit l'estimateur GMM en différence (Méthode des Moments Généralisés en différence) comme un outil convenable pour faire face à l'endogéneité de la variable dépendante retardée. Par la suite, Blundell et Bond (1998) ont perfectionné l'estimateur GMM en différence en développant l'estimateur GMM en Système, (Méthode des Moments Généralisés en système) plus approprié lorsque l'endogéneité de la variable dépendante persiste. Arellano et Bond (1991), Arellano et Bover (1995), Blundell et Bond (1998), à la suite de Holtz-Eakin et al. (1988) sont les premiers auteurs à apporter plus d'éclaircissements sur cette technique économétrique. L'avantage de la modélisation GMM en système repose sur le fait qu'elle permet de corriger l'endogéneité des variables explicatives d'intérêt et des autres variables explicatives à condition d'utiliser un nombre adéquat des variables retardées comme instruments. Cependant, l'inconvénient réside dans l'usage d'un grand nombre de variables instrumentales conduisant à remettre en cause la crédibilité des résultats obtenus. Si la méthode GMM en système semble en théorie plus efficiente que la méthode GMM en différence, elle utilise en revanche plus d'instruments que cette dernière, ce qui la rend particulièrement inappropriée lorsque la dimension individuelle est petite (Bowsher, 2002). Toutefois, la quasi-stationnarité des variables et l'absence d'auto corrélation des résidus garantissent l'obtention de ces estimateurs.

Etant donné que les mesures des institutions sont à la fois objectives et subjectives, nous ne pouvons pas exclure les risques d'erreurs de mesure des différents indices institutionnels. Ainsi, les caractéristiques désirables de la Méthode GMM en Système permettent de faire face aux problèmes de muticolinéarité, d'endogéneité et de biais de variables omises.

- *Inefficacité de la méthode d'estimation en différences premières*

En différence première, l'équation (2) se réécrit comme suit:

$$\log IDE_{i,t} - \log IDE_{i,t-1} = (1+\beta_1)(\log IDE_{i,t-1} - \log IDE_{i,t-2}) + \sum_j \beta_j (x_{i,t}^j - x_{i,t-1}^j) + (\lambda_t - \lambda_{t-1}) + (\nu_{i,t} - \nu_{i,t-1})$$

En effet, par construction, $(\log IDE_{i,t} - \log IDE_{i,t-1})$ est corrélé au terme d'erreur $(\nu_{i,t} - \nu_{i,t-1})$, donc Arellano et Bond (1991) proposent d'utiliser les valeurs retardées de la variable dépendante $\log IDE_{i,t-1}$ comme instruments pour le terme $(\log IDE_{i,t-1} - \log IDE_{i,t-2})$, et les valeurs retardées des variables explicatives x_i^j comme instruments du terme $(x_{i,t}^j - x_{i,t-1}^j)$. Toutefois, le manque de robustesse fréquemment constaté des estimations obtenues a conduit à s'interroger sur les raisons de cette fragilité. Comme le montre Arellano et Bover (1995), les variables dépendantes retardées sont de faibles instruments dans le modèle en différence première et l'estimateur obtenu est biaisé en petit échantillon. Blundell et Bond (1998) ont montré que cette fragilité provient du manque de corrélation entre $\log IDE_{i,t-2}$ avec les variables du modèle écrit en différences première.

- *Efficacité de la méthode des moments généralisés en système*

Blundell et Bond (1998) propose alors un estimateur plus efficient, l'estimateur GMM en système. Cet estimateur est obtenu: (i) en combinant l'équation en différence première avec les instruments présentés précédemment; et (ii) en utilisant l'équation en niveau mettant en relatio $\log y_{i,t-1}$ et x_i^j et leur différence premières comme instruments (proposition d'Arellano et Bover (1995); compléments des instruments en différences premières). L'usage de ce double ensemble d'instruments améliore sensiblement la qualité des estimations.

Nous utiliserons cette méthode pour l'estimation du modèle (2). L'approche GMM en deux étapes est asymptotiquement efficiente et robuste pour la prise en compte de l'hétéroscedasticité[15].

Afin d'avoir des estimateurs efficaces, le rapport du nombre d'individus (N) au nombre d'instruments (i) ($r=N/i$) doit être supérieur à l'unité (Roodman, 2009). Pour cela, nous prenons comme instruments des variables retardées d'ordre 1 et 2.

d) Choix des variables et sources des données

L'échantillon d'analyse se compose uniquement des pays en développement, notamment des pays d'ASS, soit un total de trente-trois (33) pays (Angola, Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Centrafrique, Congo, Cote d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Ouganda, Tanzanie, Malawi, Mozambique, Zambie, Zimbabwe). L'horizon temporel retenu dans le cadre de cette étude couvre la période2007-2017 et est conditionné par la disponibilité des données sur les pays. Le choix de l'échantillon comme champ d'étude se justifie à priori par la disponibilité des données et le manque d'études spécifiques. Mis à part le fait que les résultats empiriques ne s'y accordent, les études existantes regroupent généralement les pays développés et les pays en développement dans un même échantillon. Pourtant les contextes

[15] Blundell et Bond (1998) par les simulations de Monte Carlo montrent que l'estimation en deux étapes (GMM two-step) est plus efficiente que l'approche en une étape, car la matrice de variance covariance est plus robuste.

© 2020 Global Journals

socioéconomiques et institutionnels diffèrent. Cela biaise sans doute les résultats obtenus. Mais ce problème ne semble se poser que dans une moindre mesure lorsque l'analyse porte sur des pays d'une même région comme ceux d'ASS.

Afrique subsaharienne, nous utilisons différentes variables *proxy* ancrées dans la littérature. En plus de la variable dépendante, les variables institutionnelles et les variables macro- économiques sont utilisées.

- La variable dépendante est l'IDE entrant.

Il s'agit des entrées nettes d'investissement de capitaux investis, de profits réinvestis et des emprunts inter-entreprises investis, le tout corrigé des transferts de capitaux dans les pays d'origine et des remboursements de dettes comptabilisés dans la balance des paiements.

- Cinq variables institutionnelles en tant que variables d'intérêt sont retenues.

L'indice de liberté économique (Economic Freedom Index) d'Héritage Fondation qui mesure la liberté économique (un score élevé signifie plus de liberté). En effet, l'indice de liberté économique offre une description empirique du degré de liberté économique d'un pays selon une optique de responsabilité personnelle, de non-discrimination et de promotion de la concurrence.

L'indicateur de solidité des institutions et de la qualité des politiques des pays (EPIP). C'est un indicateur qui évalue la qualité des politiques et des institutions d'un pays, en termes de leur pertinence à garantir l'utilisation efficace des ressources limitées disponibles pour la promotion du développement durable et de la réduction de la pauvreté dans les pays africains. Les données proviennent de la base de données de la Banque Mondiale.

La stabilité politique et absence de violence (Political Stability and Absence of Violence/Terrorism) variable qui mesure la perception de la probabilité d'une déstabilisation ou d'un renversement de gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris le terrorisme. Les données proviennent de la base World Governance Indicators.

La qualité de la régulation (Regulatory Quality), variable qui mesure la capacité des pouvoirs publics à élaborer et appliquer de bonnes politiques et réglementations favorables au développement du secteur privé. Les données proviennent de la base World Governance Indicators.

La règle de droit (Rule of law), est une variable qui mesure la confiance des agents à admettre les règles dans la société et en particulier la qualité de l'application des contrats, le droit de propriété, la transparence dans la police, au sein des tribunaux etc. Les données proviennent de la base World Governance Indicators.

- De même, trois variables de contrôle sont utilisées.

L'éducation (Educ) est la variable éducation dans nos estimations. C'est le nombre d'inscription dans l'enseignement secondaire privé et public. Les données proviennent de la base World Development Indicators.

La croissance économique (PIB/tête) désigne l'indicateur de richesse qui est le PIB/tête en parité des pouvoirs d'achat. Cette variable est utilisée par Acemoglu et al. (2009). Les données proviennent de la base World Development Indicators.

Le commerce (Ouv) variable qui mesure l'ouverture commerciale exprimée comme une part du Produit Intérieur Brut. Cette variable a été utilisée par Siddiqui et Masood (2013), Gandjon (2017). Nous allons dans le cadre de cette étude, utilisé l'intensité commerciale composée[16] de Squalli et wilson (2011) pour capter cette variable. Les données proviennent de la base World Development Indicator.

IV. Resultats Empiriques

L'analyse empirique procèdera de la façon suivante. Dans un premier temps, nous appliquons des tests de racine unitaire afin de voir si chacune de variables utilisée est stationnaire, nous présentons la statistique descriptive des variables et la matrice de corrélation. Dans un second temps, nous présentons les résultats des estimations avant de conclure et de formuler quelques recommandations de politique économique.

a) Etude de la stationnarité des variables et analyse des statistiques descriptives et matrice de corrélation.

Dans cette sous-section, nous présentons d'abord l'étude de la stationnarité des variables, en suite les statistiques descriptives avant de passer à la matrice de corrélation. Cette présentation découle de nos variables d'analyse spécifiées ci-dessus.

[16] L'intensité commerciale composée de Squalli et Wilson (2011) capte le niveau d'ouverture d'un pays en tenant compte non seulement de la performance de son économie locale mais aussi de son degré d'ouverture relative au volume du commerce mondial.

© 2020 Global Journals

i. *Etude de la stationnarité des variables*

Tableau 1: Stationnarité en panel des variables d'étude

Variables	Nombre de panels	Nombre de périodes	Statistique t non ajustée	Statistique t ajustée	Nombre de retard	p-value
IDE	33	10	-24,0216	-20,9003	0	0,0000
Commerce	33	10	-11,7129	-12,9003	1	0,0000
Croissance économique	33	10	-6,9616	-6,6334	1	0,0000
Education	33	10	-19,4021	-20,1602	1	0,0000
Liberté économique	33	10	-1,5^{e}+02	-1,6^{e}+02	1	0,0000
La règle de droit	33	10	-20,9360	-20,8834	1	0,0000
La qualité de la régulation	33	10	-2,0^{e}+02	-2,0^{e}+02	0	0,0000
La stabilité politique et absence de violence	33	10	-23,1524	-6,58974	0	0,0000
L'indicateur de solidité des institutions et de la qualité des politiques des pays (EPIP).	33	10	-6,2581	-21,2546	0	0,0000

Source: auteurs.

Nous suivons Gandjon et Tchoué (2019) dans l'application des tests de racine unitaire sur données de panel. Il existe dans la littérature plusieurs tests de racine unitaire sur données de panel. Les plus utilisés sont les tests d'Im, Pesaran et al (1995), Levin, Lin et Chu (2002) et Maddala et Wu (1999), qui sont des extensions des tests ADF au panel. Dans le cadre de notre étude, nous présentons les tests de Levin, Lin et Chu (2002), dont la spécificité repose sur l'hypothèse de stationnarité des variables. En effet, l'hypothèse nulle testée par Levin, Lin et Chu (2002) est une hypothèse jointe de racine unitaire et d'absence d'effets fixes, c'est-à- dire la présence de racine unitaire commune à tous les individus, contre l'hypothèse alternative qui stipule la stationnarité de toutes les séries. Par conséquent, en appliquant ce test pour nos différentes variables, le tableau 1 montre que les p-value associées aux différentes variables sont tous inférieurs à 10% (p-value=0,000). L'hypothèse nulle de présence d'une racine unitaire n'est donc pas valide, par conséquent nos variables sont tous stationnaires en panel.

ii. *Analyse des statistiques descriptives.*

Les statistiques descriptives des principales variables d'analyse sont contenues dans le tableau 2 ci-dessous et laissent apercevoir le même nombre d'observations (330) pour l'ensemble des variables. Le tableau suivant donne la statistique descriptive de nos variables :

Tableau 2: Statistiques descriptives des variables

Variables	Observations	Moyennes	Ecart-type	Minimum	Maximum
Cipa	330	3,028	0,477	1,6	4,1
Liberté éco	330	53,335	6,619	21,4	66,4
IDE	330	5,060	6,557	-5,977	41,809
PIB par tête	330	2,439	4,487	-38,231	18,487
Education	330	35,207	16,280	9,010	94,245
Ouverture com.	330	72,279	29,727	30,849	176,551
Stabilité polit	330	-0,595	0,749	-2,687	0,964
Qualité de reg	330	-0,676	O, 434	-2,205	0,248
Règle de droit	330	-0,761	0,501	-1,841	0,592

Source: auteurs.

© 2020 Global Journals

La moyenne de l'indicateur d'ouverture commerciale des pays d'ASS est de l'ordre de (72,279). Cette variable se caractérise par la plus grande valeur moyenne et présente en moyenne la plus grande valeur maximale. Les investissements directs étrangers, entant que variable dépendante présente une valeur moyenne de l'ordre de (5,060) et une valeur maximale de l'ordre de (41,809). Cela veut dire concrètement que le volume moyen des IDE entrant en Afrique subsaharienne est de (5,060). Globalement, les variables institutionnelles présentent en moyenne de plus petites valeurs maximales par rapport aux autres variables. Ainsi, toutes les variables institutionnelles (exceptions faites de cipa et de liberté économique), présentent des valeurs moyennes (-0,595 ; -0,676 ; -0,761) et minimales (- 2,686 ; -2,205 ; -2,841) négatives et des valeurs maximales (0,964 ; 0,248 ; 0,592) inferieures à l'unité.

iii. *Analyse de la matrice de correlation*

Le tableau 3 fournit une description des corrélations entre les différentes variables d'analyse. La matrice de corrélation montre l'existence de corrélations entre les différentes variables utilisées.

Tableau 3: Matrice de corrélation entre les variables

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1)	Cipa	1								
2)	Liberté économique	0,6677	1							
3)	Produit par tete	0,2501	0,0374	1						
4)	IDE	0,0776	0,0478	0,0435	1					
5)	Ouverture commerciale	-0,109	-0,225	-0,025	-0,099	1				
6)	Education	0,2232	0,0736	0,0088	0,0453	0,2184	1			
7)	Stabilité politique	0,516	0,251	0,049	0,147	-0,119	0,245	1		
8)	Qualité d régulation	0,823	0,852	0,002	0,164	-0,025	-0,123	0,485	1	
9)	Règle de droit	0,885	0,669	0,146	0,222	-0,010	-0,000	0,659	0,828	1

Source: Auteur, Note: IDE: investissement direct étranger

En effet, le tableau 3 montre qu'il existe une relation entre nos variables explicatives et la variable dépende. Les corrélations entre les investissements directs étrangers et *Cipa* d'une part, les investissements directs étrangers et la règle de droit d'autre part, sont respectivement de 0,0776 et 0,222. Les corrélations les plus importantes apparaissent entre d'une part, Cipa et la règle de droit (0,885), et d'autre part, la qualité de la régulation et la liberté économique (0,852). Toutefois, les corrélations entre les différentes variables analysées ne sont pas assez élevées pour causer de sérieux problèmes de muticolinéarité. Autrement dit, la muticolinéarité n'est pas un problème pour l'application de nos techniques d'analyses.

A base du logiciel Stata[17] nous avons estimé par la méthode des moments généralisés en système les modèles (2).

b) Presentation Des Resultats

En appliquant la méthode GMM en différence première, le tableau 4 (annexe) montre que le nombre d'observation est de 297 pour chacune des estimations. Par conséquent, ce résultat ne reflète pas la réalité des données utilisées, car le nombre des pays est de 33 et la dimension temporelle est de 10 ans.

Le tableau 5 (annexe) nous montre que la dimension individuelle est constituée de 33 pays et le nombre des observations de 330. Ce résultat reflète donc la réalité de nos données. Par conséquent, nous favorisons la méthode GMM en système comme méthode d'estimation.

La mise en exergue des effets des institutions sur l'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne nous conduit à débuter nos estimations par des régressions qui intègrent les seules variables institutionnelles. Par ce procédé, nous ressortons la pertinence simple et la pertinence relative de chacun des indicateurs de la qualité des institutions (l'indicateur d'évaluation de la solidité des institutions et de la qualité des politiques des pays, les indicateurs de liberté économique, de stabilité politique, de la qualité de la régulation et de règle de droit) dans la politique d'attractivité des IDE. A la suite des estimations, nous incluons progressivement les variables de contrôle (croissance économique, capital humain et ouverture commerciale). Les résultats des estimations sont contenus dans le tableau 6 ci-dessous.

La validité d'un modèle en données de panel est conditionnelle à certains tests de diagnostic. Toutefois, le recours à l'une ou l'autre approche est

[17] Il est à noter que Stata nous a permis d'installer le programme xtabond2 nécessaire à l'estimation des modèles dynamiques sur données de panel et disponible sur le site //fmwww.bc.edu/repec/bocode/x/stabond2.ado.

© 2020 Global Journals

fonction de la nature des données. Pour cette raison, nous portons notre choix sur l'estimateur GMM système proposé par Arellano et Bover (1995), puis Blundell et Bond (1998). Les tests d'autocorrélation des erreurs montrent qu'il n'existe pas une autocorrélation d'ordre 2. En effet, toutes les probabilités seuils du test à l'ordre 2 sont supérieures à 10%, c'est-à-dire qu'il y a absence de corrélation sérielle des résidus. Cet argument justifie une bonne spécification du modèle estimé. Ces résultats valident de manière globale notre modèle et nous pouvons commenter la significativité individuelle des variables.

Tableau 6: Récapitulatif des résultats des estimations des effets des institutions sur les investissements directs étrangers

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
IDE_{t-1}	*1.061*** (0.1373)*	*1.187*** (0.5104)*	*1.29*** (0.1031)*	*1.134*** (0.0681)*	*1,681*** (0,2821)*	*0,7** (0,106*	*0.501** (0.218)*	*0.691*** (0.197)*	*0.683*** (0.187)*
Cipa	*24,658* (14,518)*					*0.174 (1.083)*	*0.336* (0.713)*	*0.016 (0.136)*	*0.0009 (0.000)*
Liberté économique		*O.265* (0.262)*				*-0.013 (0,131)*	*0,001 (0.018)*	*-0.002 (0.006)*	*0.0007 (0.0004)*
Stabilité politique			*5.683** (2.514)*			*- 0.145 (0.35)*	*-0.196* (0.114)*	*0,041 (0,062)*	*-0.0001 (0,002)*
Qualité de la régulation				*-1.006* (5.747)*		*0,013 (2,915)*	*0,062 (0.540)*	*- 0,009 (0,113)*	*- 0,0005 (0,011)*
Règle de droit					*-1,906 (6,972)*	*0,071 (0,729)*	-0,107 (0,620)	*- 0,056 (0,230)*	*- 0,0001 (0,0011)*
Croissance économique						*0,102 (10,52)*			*0,21 (0,5005)*
Ouverture commerciale							*-1,052 (3,235)*		*0,031* (0,148)*
Education								*0,072 (0.868)*	*- 0,034* (0,084)*
Constante	*-74,81** (43,801)*	*-14,938*** (13,918)*	*2,861*** (1,882)*	*0,758*** (3,702)*	*-0,67** (5,519)*	*1,615** (2,653)*	*-11,363 (5,898)*	*0,924 (10,215)*	*0,825 (4,571)*
Observations	*330*	*330*	*330*	*330*	*330*	*330*	*330*	*330*	*330*
Nombre de pays	*33*	*33*	*33*	*33*	*33*	*33*	*33*	*33*	*33*
Test de Hansen	*0.778*	*0.279*	*0.772*	*0.553*	*0.326*	*0,937*	*0.602*	*0,976*	*0,999*
AR(2)	*0.501*	*0.412*	*0.539*	*0.415*	*0.349*	*0,386*	*0.131*	*0.383*	*0.438*
Nombre d'instruments	*37*	*34*	*34*	*36*	*48*	*47*	*52*	*46*	*58*

i. *Interprétation des résultats*

Le tableau 6 met en exergue les effets de la qualité des institutions sur l'entrée des IDE en ASS durant la période 2007-2017. Les résultats des modèles (spécifications 1 à 9) sont obtenus par la Méthode des Moments Généralisés en panel dynamique.

En effet, la première spécification (1) illustre le seul effet de l'indicateur de la solidité des institutions et de la qualité des politiques des pays. La spécification (2) illustre l'effet du seul indicateur de la liberté économique. La spécification(3) illustre l'effet de la stabilité politique sur les IDE. La spécification(4) illustre l'effet du seul indicateur de la qualité de la régulation et la spécification 5 met en évidence l'effet de la règle de droit sur les IDE. Les autres spécifications (6, 7, 8 et 9) prennent respectivement en compte, outre les variables institutionnelles, la croissance économique (modèle 6), l'ouverture commerciale (modèle7) et l'éducation (modèle 8). La spécification (9) prend en compte l'ensemble des variables d'analyse.

S'agissant des variables institutionnelles, l'indicateur de la solidité des institutions et de la qualité des politiques des pays (EPIP) pris individuellement montre un signe positif et significatif au seuil de 10%. Lorsque ce facteur est associé aux autres indicateurs de la qualité des institutions et aux variables de contrôle

© 2020 Global Journals

prises une à une, on constate un effet positif et statistiquement significatif à 10% avec l'ouverture commerciale, ce qui laisse entrevoir que la solidité des institutions et la qualité des politiques des pays favorise l'entrée des investissements directs étrangers lorsque les pays sont suffisamment ouverts et la croissance économique est forte et soutenue.

Les indicateurs de la liberté économique, *de la qualité de la régulation et de la règle de droit* présentent globalement des signes négatifs pour toutes les spécifications. En effet, selon *Héritage Fondation*, dans un pays économiquement libre, il n'y aurait pas de contraintes sur les flux des capitaux. Les particuliers et les entreprises seraient autorisés à investir leurs ressources à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, sans aucune restriction. Ces signes négatifs observés ne signifient pas nécessairement que celles-ci influencent négativement l'attractivité des investissements directs étrangers. Ils indiquent que l'amélioration de la qualité de la régulation, de la règle de droit dans le cadre des reformes et restructurations des années 90 ne s'est pas traduite par une augmentation du volume des investissements directs étrangers en direction des pays d'ASS. En particulier, les efforts entrepris pour améliorer l'environnement des affaires n'ont pas retenu la confiance des investisseurs et des institutions financières et stimulé la mobilité des capitaux étrangers vers l'ASS. En général, les investisseurs étrangers perçoivent les reformes dans les pays africains comme transitoires. Ils ne modifient leurs comportements que lorsqu'ils croient que ces reformes vont perdurer. Dans le cas contraire, ils préfèrent attendre, le temps d'avoir une plus grande lisibilité.

La spécification (3) montre l'impact de la stabilité politique sur les IDE. Lorsque cet indicateur est pris individuellement, il exerce un effet positif et significatif à 5% sur les investissements directs étrangers. Toutefois, lorsqu'il est associé aux autres indicateurs de la qualité des institutions et aux variables de contrôle prises une à une, on constate un signe négatif pour toutes les spécifications. Ce résultat montre globalement que la situation sociopolitique des pays d'ASS durant la période d'étude a eu un impact négatif sur l'entrée des IDE dans la région. Ceci corrobore l'hypothèse théorique de Lucas (1993) qui pense que l'instabilité politique est une préoccupation des investisseurs étrangers dans les pays en développement. Cette instabilité se manifeste souvent par la confiscation des biens, la dislocation des structures de production, le changement dans la gestion macroéconomique et surtout l'environnement réglementaire. En général, les violences se traduisent par la destruction des installations et même des pertes en vies humaines. Ce constat va dans le même sens que celui de Kim (2010), qui trouve dans une enquête sur les sociétés d'appartenance étrangère en Afrique, que le plus grand souci des propriétaires d'entreprise est la stabilité politique.

S'agissant des variables de contrôle, les résultats du tableau 6 indiquent que les IDE retardés constituent un déterminant primordial des IDE courants au cours de la période d'étude. Avec des impacts positifs et statistiquement significatifs aux seuils des 1% et 5%. On peut entendre par là, l'effet d'entraînement exercé par les IDE déjà en place sur les IDE à venir. De même, la croissance économique exerce un effet positif et statistiquement non significatif sur les IDE (modèles 6 et 9). Ce résultat peut être dû à l'ambigüité de la relation entre les investissements directs étrangers et la croissance économique dans la littérature théorique et empirique. La recherche des effets positifs de la croissance économique sur les IDE doit s'effectuer à partir d'un certain niveau de richesse par tête. L'existence des effets de seuil associés aux équilibres multiples permet d'expliquer pourquoi dans certains cas la croissance économique apparait neutre vis-à-vis des IDE alors que dans d'autres, il exerce une influence positive.

Par contre*, l'ouverture commerciale* exerce un effet négatif et statistiquement significatif sur l'attractivité des IDE. Ce résultat conforte ceux d'Asiedu (2002). *Le niveau de l'éducation* est négativement significatif lorsqu'on l'associe avec toutes les autres variables. Ce signe indique que le faible niveau de formation décourage l'entrée des investisseurs étrangers en ASS. Cette variable joue, non seulement un rôle important dans la séduction des investisseurs étrangers, mais aussi dans la stabilité sociopolitique d'un pays.

ii. *Conclusion et recommandations*

Quels sont les effets des facteurs institutionnels sur l'attractivité des IDE en ASS? La réponse à cette question a constitué l'objet de ce papier. Pour répondre à cette interrogation, cinq (05) indicateurs de la qualité des institutions sont utilisés. C'est ainsi qu'on a l'indicateur de liberté économique de l'héritage fondation et 04 autres indicateurs de la Banque mondiale (les indicateurs d'évaluation de la solidité des institutions et de la qualité des politiques des pays, de stabilité politique, de la qualité de la régulation et de la règle de droit). Pour y parvenir, un modèle dynamique en données de panels est spécifié et la Méthode de Moment Généralisé en Système est employé pour réaliser les estimations. L'étude couvre 33 pays d'Afrique subsaharienne et est réalisée sur une période allant de 2007 à 2017. Les résultats ainsi obtenus sont particulièrement intéressants. En effet, tous les indicateurs choisis de la qualité des institutions (sauf l'indicateur de la solidité des institutions et de la qualité des politiques des pays) présentent des signes négatifs et statistiquement significatifs dans certains cas, ce qui montre que la faible qualité de la régulation et de la règle de droit ainsi que l'incertitude liée à la stabilité

© 2020 Global Journals

politique de certains pays d'ASS entrave l'entrée des IDE dans la région. Les autres variables mises à contribution dans ces résultats sont la croissance économique, le capital humain et l'ouverture commerciale.

Dans l'ensemble, ces résultats fournissent un certain nombre d'implications en termes de politiques économiques.

Premièrement, ils indiquent que l'importance des variables institutionnelles ne doit pas être minimisée si les pays d'ASS veulent attirer les IDE et relever le niveau de revenu de la population. La présente étude fournit une preuve empirique en faveur du développement institutionnel. Promouvoir un cadre juridique et réglementaire, alléger les contraintes aux investissements, promouvoir la démocratie et rétablir la stabilité politique sont les défis auxquels devront faire face les pays d'ASS.

Deuxièmement, l'analyse contribue au débat sur la séquence du processus de la libéralisation. Les résultats obtenus ici suggèrent que les pays d'ASS devraient d'abord reformer leur système institutionnel avant de s'engager complètement dans les reformes de leur système économique. Sans un capital institutionnel suffisant et de qualité, les pays d'ASS peineront à relever le défi du développement économique.

Troisièmement, Ces recommandations nous conduisent à considérer que le rôle des Etats est primordial dans le développement quantitatif et qualitatif du système économique. Il ne s'agit pas pour les Etats d'intervenir directement dans le système productif comme par le passé, mais de mettre en place des institutions développées et compatibles avec les besoins de développement de la sphère économique. La mise en place de telles institutions est un processus long et même délicat. Les Etats doivent apprendre à adapter les structures institutionnelles au rythme de l'ouverture aux flux financiers internationaux afin d'en tirer le plus davantage.

Annexes

Tableau 4: Estimations par la méthode GMM en différence première

VARIABLES	(1) GMMDIFF1	(2) GMMDIFF2	(3) GMMDIFF3	(4) GMMDIFF4	(5) GMMDIFF5
L.ide	0.279***	0.300***	0.322***	0.318***	0.308***
	(0.0691)	(0.0721)	(0.0739)	(0.0737)	(0.0727)
Cipa	-2.600	12.56	9.125	12.50	-3.493
	(2.625)	(15.91)	(17.83)	(17.35)	(2.755)
cipa2		-2.639	-2.173	-2.677	
		(2.712)	(2.976)	(2.915)	
Libeco	-0.0824	0.553	0.589	-0.0472	-0.0279
	(0.180)	(0.653)	(0.803)	(0.188)	(0.186)
libeco2		-0.00645	-0.00633		
		(0.00663)	(0.00791)		
Pibh	-0.00915	-0.0746	0.0811	0.118	0.0275
	(0.0656)	(0.0804)	(0.178)	(0.170)	(0.164)
pibh2		-0.00417	-0.00551	-0.00593	
		(0.00320)	(0.00476)	(0.00469)	
Ouv	0.0430	0.0817	0.0963	0.0585*	0.0528*
	(0.0299)	(0.107)	(0.108)	(0.0307)	(0.0305)
ouv2		-0.000157	-0.000189		
		(0.000550)	(0.000556)		
Educ	-0.259**	-0.236**	-0.234**	-0.239**	-0.256**
	(0.102)	(0.106)	(0.106)	(0.105)	(0.102)
Stabpolitiq	-0.963	-0.807	-0.0531	-0.0132	-0.0677
	(1.304)	(1.327)	(1.406)	(1.399)	(1.396)
Regquality	-3.643	-3.177	-2.828	-2.894	-3.041
	(3.489)	(3.534)	(3.551)	(3.544)	(3.512)
Ruleoflaw	9.427***	8.207**	7.030**	7.388**	8.320**
	(3.245)	(3.353)	(3.478)	(3.429)	(3.358)
Pibphstab			-0.234	-0.235	-0.274*
			(0.148)	(0.148)	(0.142)
Pibphregq			-0.356	-0.289	-0.326
			(0.272)	(0.254)	(0.240)
Pibphrulelaw			0.618*	0.608*	0.524*

© 2020 Global Journals

			(0.325)	(0.324)	(0.314)
Constant	27.91*	-16.00	-9.524	2.641	26.55*
	(14.29)	(30.26)	(31.07)	(28.95)	(14.38)
Observations	297	297	297	297	297
Number of i	33	33	33	33	33

Source: auteurs.

Tableau 5: Résultats des estimations en appliquant la méthode GMM en système

VARIABLES	(1) GMMSYS1	(2) GMMSYS2	(3) GMMSYS3	(4) GMMSYS4	(5) GMMSYS5
L.ide	0.507***	0.516***	0.529***	0.528***	0.531***
	(0.0577)	(0.0592)	(0.0602)	(0.0599)	(0.0597)
Cipa	1.045	24.60	21.78	22.12	-0.0891
	(2.606)	(15.56)	(17.42)	(16.52)	(2.733)
cipa2		-4.089	-3.716	-3.763	
		(2.662)	(2.922)	(2.780)	
Libeco	0.0188	0.222	0.216	0.0742	0.0921
	(0.183)	(0.687)	(0.839)	(0.191)	(0.190)
libeco2		-0.00183	-0.00132		
		(0.00688)	(0.00816)		
Pibh	-0.0193	-0.0974	0.0917	0.0925	-0.00427
	(0.0693)	(0.0825)	(0.189)	(0.181)	(0.174)
pibh2		-0.00451	-0.00544	-0.00541	
		(0.00336)	(0.00502)	(0.00494)	
Ouv	0.0363	0.00558	0.0275	0.0423	0.0432
	(0.0287)	(0.104)	(0.105)	(0.0288)	(0.0289)
ouv2		0.000169	7.97e-05		
		(0.000546)	(0.000552)		
Educ	-0.243***	-0.226***	-0.235***	-0.232***	-0.254***
	(0.0724)	(0.0811)	(0.0814)	(0.0743)	(0.0726)
Stabpolitiq	0.430	0.331	1.094	1.079	1.388
	(1.302)	(1.356)	(1.427)	(1.404)	(1.385)
Regquality	-5.908*	-5.127	-4.766	-4.740	-5.207
	(3.472)	(3.537)	(3.546)	(3.503)	(3.491)
Ruleoflaw	7.957**	7.726**	6.442*	6.465*	6.908**
	(3.327)	(3.388)	(3.489)	(3.453)	(3.430)
Pibphstab			-0.264*	-0.269*	-0.311**
			(0.159)	(0.157)	(0.151)
Pibphregq			-0.332	-0.326	-0.402
			(0.288)	(0.267)	(0.256)
Pibphrulelaw			0.645*	0.648*	0.593*
			(0.345)	(0.342)	(0.336)
Constant	8.184	-33.06	-27.02	-24.50	7.546
	(14.54)	(28.90)	(29.53)	(27.58)	(14.63)
Observations	330	330	330	330	330
Number of i	33	33	33	33	33

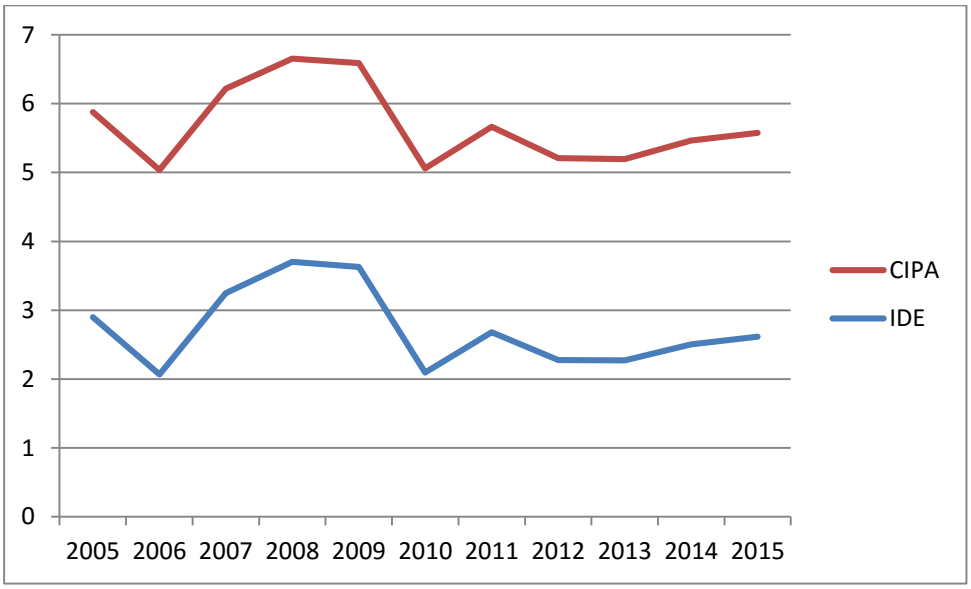
Source: auteurs.

© 2020 Global Journals

Tableau 7: Evolution des IDE dans le mode

	1985-2000	2001-2002	2003-2007	2008	2009-2011	2012	Moyennes
Economie en développement	26,35	26,91	32,56	36,8	44,45	52,03	36,517
Economies en transition	0,67	1,47	3,95	6,69	5,71	6,47	4,160
Economies développées	72,99	71,62	63,49	56,51	49,84	41,51	59,327
Afrique	2	2,36	2,71	3,24	3,44	3,7	2,908
Afrique Sub-Saharienne	1,21	1,73	1,56	1,97	2,4	2,85	1,953
	1985-2000	2001-2002	2003-2007	2008	2009-2011	2012	Moyennes
Afrique Sub-Saharienne	1,21	1,73	1,56	1,97	2,4	2,85	1,953
Afrique orientale	0,17	0,23	0,28	0,34	0,52	0,98	0,420
Afrique centrale	0,24	0,53	0,42	0,36	0,47	0,22	0,373
Afrique orientale	0,14	0,61	0,31	0,58	0,37	0,41	0,403
Afrique occidentale	0,65	0,36	0,54	0,69	1,04	1,24	0,753

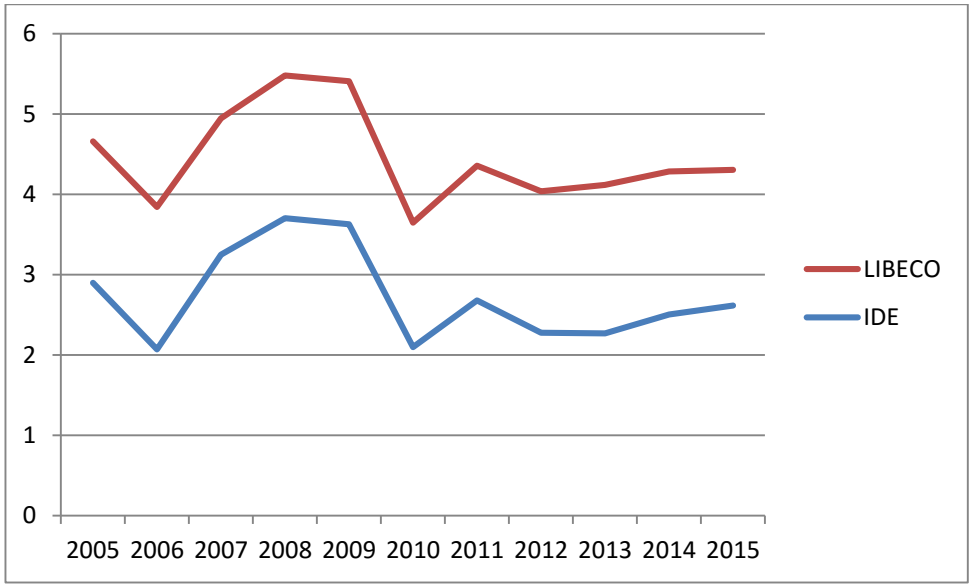
Source: CNUCED (2013)



Source: Auteur, à partir de données du WDI

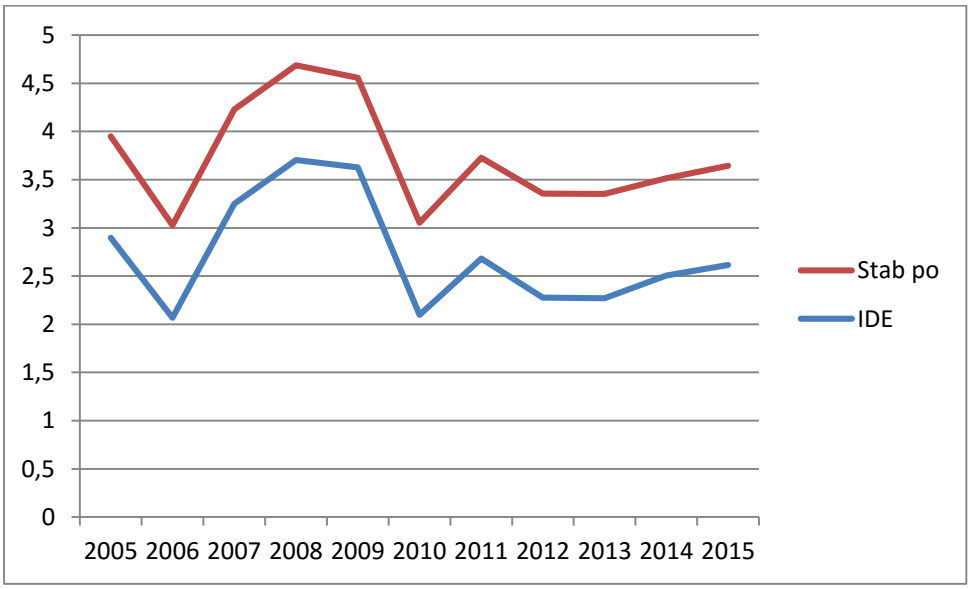
Graphique 1: Evolution des indicateurs de la solidité des institutions et de la qualité des politiques des pays et des IDE en ASS.

© 2020 Global Journals



Source: Auteurs, à partir des données d'Héritage Fondation

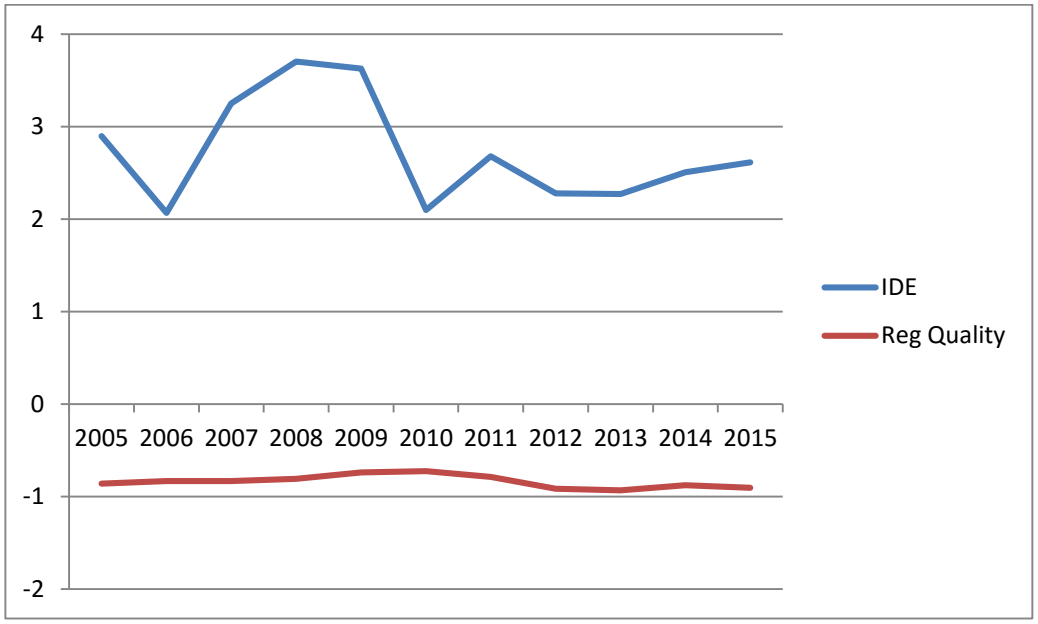
Graphique 2: Evolution des indicateurs de la liberté économique et des IDE en ASS.



Source: Auteurs, à partir des données du WGI

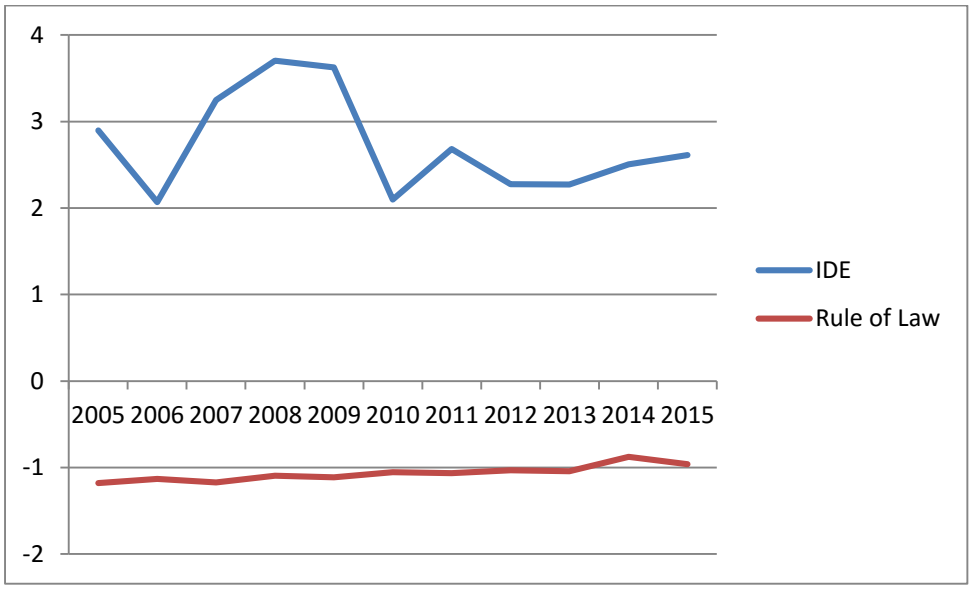
Graphique 3: Evolution des indicateurs de la stabilité politique et des IDE en ASS.

© 2020 Global Journals



Source: Auteur, à partir des données du WGI

Graphique 4: Evolution des indicateurs de la qualité de la régulation et des IDE en ASS.



Source: Auteur, à partir des données du WGI

Graphique 5: Evolution des indicateurs de la règle de droit et des IDE en ASS.

Bibliographie

1. *Acemoglu D., Johnson S., Robinson, J. et Yared P. (2009),* « Reevaluating the Modernization Hypothesis ».*Journal of Monetary Economics*, 56, 8, 1043-1058.
2. *Akpan F. U. and Atan A.J. (2016),* "Relationship between Trade Openness, Institutions and Economic Growth in Sub-Saharan Africa: A Further Look at the Evidence". *British Journal of Economics, Management & Trade,* 15, 1–20.
3. *Alfaro L., Chanda A., Kalemli-Ozcan S. et Sayek S. (2003),* «FDI and economic growth: The role of local financial markets», *Journal of International Economics*, 64, 1, 89-112.
4. *Arellano M. et Bond S. (1991),* «Some tests of specification for panel data: monte carlo evidence and an application to employment equations», *Review of Economic Studies,* 58, 2, 277–297.
5. *Arellano M. et Bover O. (1995),* « Another look at the instrumental variables estimation of error

© 2020 Global Journals

components models ».*Journal of Econometrics,* 68, 2, 29–51.
6. *Ari A. et Zeren F. (2013),* «Trade Openness and Economic Growth: A Panel Causality Test», *International Journal of Business and Social Science*, 4, 9-10
7. *Araujo C., Brun J. et Combes J. (2004), Econométrie*, Bréal éditions, Paris.
8. *Assiedu E. (2002),* «On the determinants of foreign direct investment to Developing countries: Is Africa Different? » *World Development*, 30,107-119.
9. *Baltagi B. (2005), «Econometric analysis of panel data»*, Third edition Jhon Wiley & Sons.
10. *Baltagi B., G. Bresson et Pirotte (2003),* « Fixed effects, random effects or Hausman– Taylor? A pretest estimator ». *Economics Letters 79 (2003) 361–369.*
11. *Behrman J. (1962),* Foreign associates and their finnacing. In R. Miskesell (ed), US Private and Government Investment Adroad. Eugene, OR: University of Oregon Books.
12. *Bénassy-Quéré A., Coupet M. et Mayer T. (2007),* « Institutional Determinants of Foreign Direct Investment », *World Economy* 30, 50, 764-78.
13. *Bloc S. (2001),* «Does Africa Grow Differently?», *Journal of DevelopmentEconomics,*65, 2, 443-467.
14. *Blundell R. et Bond S. (1998),* « Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models ».*Journal of Econometrics* 87, 115–143.
15. *Borenztein E., De Gregorio J. et Lee J. W. (1998)*, «How does foreign direct investment affect economic growth», *Journal of International Economics*, 45, 115-135.
16. *Bosworth B. et Collins S. (1999),* « Capital Inflows, Investment, and Growth », *Tokyo Club Papers*, 12, 55-72.
17. *Bowsher C. (2002), Modelling security market events in continuous time: Intensity based, multivariate point process models.* Economics Discussion Paper No. 2002-W22, Nuffield College, Oxford.
18. *Bowsher C. G. (2002),* «On Testing Over identifying Restrictions in Dynamic Panel Data Models», *Economics Letters*, 77, 211–220.
19. *Brossard H. (1997), «Marketing d'une Région et Implantation des Investissements Internationaux* », Economica, Paris, 1997.
20. *Büthe T. et Milner H. (2008),* « The politics of Foreign Direct Investment into developing countries: Increasing FDI through international trade agreements? » *American Journal of Political Science,* 52, 4, 741-762.
21. *Butkiewicz J. et Yanikkaya H. (2006),* « Institutional quality and economic growth: Maintenance of the rule of law or democratic institutions, or both? ». *Economic Modelling 23 (2006) 648–661.*
22. *Chang R., Kaltani L. et Loayza N. (2005),* «Openness can be Good for Growth: the role of policy complementarities», *The World Bank Policy Research Working Paper* 3763.
23. *Collier P. et Gunning J. (1999),* «Explaining Africa Economic Performance», *Journal of Economic Literature*, 37, 1, 64-111.
24. *Doan H. Q. (2019),* "Trade, Institutional Quality and Income: Empirical Evidence for Sub-Saharan Africa", *Economies,* 7(2), 48. doi:10.3390/ economies7020048.
25. *Easterly W. et Montiel P. (2005),* «National policies and economic growth», Dans Aghion P. et Durlauf S.N. (Eds.), *Handbook of Economic Growth*, Amsterdam: Elsevier North Holland.
26. *Easterly W. et Levine R. (1997)*, « Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions », *The Quarterly Journal of Economics,* 112, 1203-1250.
27. *Ekodo R. et Ngomsi A. (2017),* « Ouverture Commerciale Et Croissance Economique En Zone CEMAC », *Journal of Economics and Development Studies*, 5, 58-67.
28. *Gandjon F.G.S. (2017),* « Régime politique et ouverture commerciale », *Revue d'économie politique,* 127, 423-454.
29. *Gandjon F.G.S. et Tchoué H. (2019),* «Consommation d'énergie électrique et croissance économique en Afrique centrale», *African Development Review,* 31, 203-244.
30. *Gouenet R. (2016),* « Risque D'instabilité Socio-Politique Et Attractivité des Investissement Directs Etrangers (IDE) Au Cameroun », *Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E Economics*, 16, 1 Version 1.0
31. *Holtz-Eakin, D., W. Neweyet Rosen, H. S. (1988).* « Estimating vector auto regressions with panel data ».*Econometrica56. pp. 1371 – 1395.*
32. *Jamilah I., Zulkornain Y., Habibullah M. and Lee C. (2018),* "Openness and Economic Growth in Developing and OECD Countries", *International Journal of Economics and Management,* 12, 693-702.
33. *John C. A et Nadege D. Y (2015),* « What Drives Foreign Direct Investments into West Africa? An Empirical Investigation », *African Develoment Review.* 27, 3. 199-215.
34. *Im K. S., Pesaran M. H. et Shin Y. (1995),* « Testing for Unit Roots in Heterogeneous Panels», *Journal of Econometrics*, 115, 1, 53–74.
35. *Kim H. (2010),* « Political Stability and Foreign Direct Investment ».*International Journal of Economics and Finance*, 2, 3; August.
36. *Kpodar K. (2006), Développement financier, instabilité financière et croissance économique:*

© 2020 Global Journals

implication pour la réduction de la pauvreté .PhD. Université d'Auvergne.
37. *Levine A., Lin C. F. et Chu C. (2002),* « Unit Root Test in Panel: Asymptotic and Finite Sample Properties», *Journal of Econometrics*, 108, 1, 1–24.
38. *Lucas R. (1993),* « Why doesn't capital flow from rich to poor countries? », *American Economic Review*, 80, 92-96.
39. *Maddala G. S et Wu S. (1999),* «A Comparative Study of Unit Root Tests with Panel Data and a New Simple Test», *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 61, 631–652.
40. *Medvedev D. (2012),* « Beyond trade: The impact of Preferential Trade Agreements on FDI inflows ». *World Development* 40, 1, 49-61.
41. *Michalet C.A. (1997),* «*Strategies of multinationals and competition for foreing direct investment* », FIAS.
42. *Mouna G. et Mondher C. (2015),* « Capital Account Openness, Political Institutions and FDI in the MENA Region: An Empirical Investigation. » *Economics Discussion Papers*, No 2015-10, Kiel Institute for the World Economy.
43. *Mucchielli J. L. (2002),* «IDE et exportations : compléments ou substituts », *Problèmes Economiques,6 mars.*
44. *Mundalk Y. (1978),* «On the pooling of time series and cross-section data ».*Econometrica,* 46, 69–85.
45. *Nsiahet Wu (2014),* **«** The Role of Spatial Dynamics in the Determination of Foreign Direct Investment Inflows to Africa » *African Develoment Review,* 10, 467-490.
46. *Rodrik D. (2005),* « *Growth Strategies*. »In P. Aghion and S. Durlauf (eds.) Handbook of Economic Growth. Amsterdam: North-Holland.
47. *Roodman D. (2009),* «How to do xtabond2: An introduction to difference and system GMM in Stata», *The Stata Journal*, 9, 86-136.
48. *Sevestre P. (2002), Econométrie des Données de Panel*, Paris Dunod
49. *Siddiqui D. A. et Masood Q. A. (2013),* «The effect of institutions on economic growth: Aglobal analysis based on GMM dynamic panel estimation ».*Structural Change and Economic Dynamics,* 24, 18–3.
50. *Squalli J. et Wilson K. (2011),* «A New Approach Measure of Trade Openness», *The World Economy,* 10, 1746-1770.
51. *Wang Z. Q. et Swain N. (1995),* « The Determinants of Foreign Direct Investments In Transforming Economics: Empirical Evidence From Hungary and China», WeltwirtschaftlichesArchiv (1995) 131: 359.
52. *Wooldridge J. M. (2002),* «Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data. Cambridge, Mass»: MIT Press.

© 2020 Global Journals